

Estonie : la facture de la sécurisation de la frontière orientale se révèle particulièrement onéreuse

Description

Par Céline Bayou (sources : *Postimees, LETA, BNS*)

Le projet de sécurisation de la frontière orientale de l'Estonie, lancé en 2015, pourrait s'avérer bien plus onéreux que prévu: 118 millions d'euros supplémentaires devraient être nécessaires, ce que le département de la Police et des Gardes-frontières sait depuis décembre 2017. Aucune publicité n'a été faite à ce sujet et ce n'est que très récemment que les autorités auraient appris que la facture s'était largement alourdie. Le Secrétaire général du ministère estonien de l'Intérieur a reçu cette semaine un courrier émanant du département de la Police, annonçant que l'entreprise Nordecon, qui réalise les travaux le long de la frontière, estimait que ceux-ci coûteraient deux fois plus cher que prévu.

Le ministre de l'Intérieur, Andres Anvelt, a qualifié cette annonce de « douche froide » lors d'un direct à la télévision et le Premier ministre Jüri Ratas a reconnu que cette information était inattendue. Le responsable de la Police des frontières, Elmar Vaher, a proposé une réunion afin de mettre tous les éléments sur la table et de trouver une issue. Il a précisé qu'on avait laissé à ses services que quelques mois, fin 2014, pour calculer le prix de la sécurisation de ces kilomètres de frontière le long desquels il est question d'installer une clôture et des caméras vidéo, voire d'utiliser des drones. Dans un premier temps, fin 2014, la facture devait s'élever à 20 millions d'euros puis, en février 2015, on a évoqué 71 millions.

Une fois lancé, le processus est devenu très complexe. La partie terrestre de la frontière a fait l'objet de contestations de la part de propriétaires peu enclins à voir cette clôture mais les travaux préliminaires de géologie et de géodésie, indispensables pour évaluer la capacité du terrain à supporter une telle installation, se sont eux aussi avérés plus longs qu'imaginé initialement. Le plus rapide a été le marquage du lac Peipus, par la pose de bouées. Si le département de la Police a rapidement compris que les travaux ne seraient pas achevés en 2018 comme prévu, le ministère de l'Intérieur, lui, soit ne l'a pas compris, soit n'a pas voulu en faire état.

date créée

10/02/2018

Champs de mots